

"La cage à serins" dans Le Monde (15 mai 1950)

Légende: Le 15 mai 1950, réfutant les objections économiques et politiques qui se manifestent déjà, le commentateur Maurice Duverger salue dans le quotidien Le Monde la proposition de la France de constituer un pool charbon-acier en Europe.

Source: Le Monde. 15.05.1950. Paris. "Les cages à serins", auteur:Duverger, Maurice.

Copyright: (c) Le Monde

URL: http://www.cvce.eu/obj/la_cage_a_serins_dans_le_monde_15_mai_1950-fr-221911a4-7bd7-4a57-b913-6a53db95a24f.html

Date de dernière mise à jour: 18/12/2013

Les cages à serins

par Maurice DUVERGER

Pour la première fois l'Europe sort des rêves, des nuées et des discours pour s'incarner dans un projet concret : la mise en commun des industries lourdes. Certes, il y a loin de la coupe aux lèvres, mais du moins nos lèvres sont-elles cette fois en face d'une coupe, au lieu de bâiller sur le néant.

Il semble qu'on ait enfin compris qu'une fédération doit se construire par la base et non par le sommet, qu'il faut créer d'abord des services communs avant d'envisager un gouvernement européen pour les diriger, qu'il faut s'unir d'abord avec ceux qui sont prêts à l'union au lieu d'user son effort à convaincre ceux qui répugnent visiblement à s'engager.

Cependant les mêmes obstacles se lèvent à l'horizon, qui ont paralysé depuis cinq ans tous les efforts pour créer une Europe : les mêmes vieux principes nés d'une réalité d'hier sans mesure avec la réalité d'aujourd'hui ; les mêmes vieilles doctrines rabâchées par des disciples mornes qui ont perdu le sel des paroles des maîtres et trahissent l'esprit par leur attachement à la lettre.

L'obstacle nationaliste d'abord. Ce « combinat » franco-allemand ne va-il pas conduire à relever la production germanique de l'acier au-dessus du niveau sacro-saint fixé par les alliés ? Comme si l'indépendance de l'Europe n'impliquait pas la puissance industrielle de tous ses membres. Comme si la limitation de l'industrie germanique ne servait pas des intérêts nationaux plutôt que la sécurité européenne. Comme si le meilleur moyen d'éviter une renaissance du militarisme allemand n'était pas d'intégrer l'industrie lourde d'outre-Rhin dans un ensemble économique qui permette un contrôle efficace sans caractère vexatoire. Comme si la hantise du réarmement germanique n'était pas d'ailleurs le souvenir d'une époque où l'Europe était isolée, entre une Amérique repliée et une Russie chaotique. Comme si la liberté de l'Europe à l'égard des deux empires n'exigeait pas la constitution d'une force armée continentale, inconcevable sans la participation de l'Allemagne.

L'obstacle économique n'est pas plus sérieux. Les socialistes s'inquiètent du « libéralisme » du projet et de la gêne qu'il apporterait à une nationalisation des industries de base. En face, les industriels « se montrent quelque peu inquiets de cette nouvelle manifestation du dirigisme sur le plan international ». La contradiction même de ces attitudes n'indique-t-elle pas leur fragilité ? Nous sommes en plein débat d'idées, à mille lieues de la réalité. Allons-nous transposer à l'échelle européenne l'absurde opposition « liberté-dirigisme » qui a fait tant de mal à l'intérieur de nos frontières ? Comme s'il n'était pas évident que le libéralisme intégral est mort et que son cadavre même n'encombre plus notre souvenir. Comme s'il n'était pas aussi clair que la « nationalisation » (ou la « fédéralisation » ?) n'est qu'un mot auquel se raccrochent les socialistes pour masquer le vide de leur doctrine. Comme si la formule du projet qui envisage de placer le pool européen sous « l'autorité de personnalités indépendantes désignées par les gouvernements » ne permettait pas précisément de trouver un accord satisfaisant entre les deux fractions de l'opinion — celle qui se croit socialiste et celle qui se croit libérale — en définissant un statut qui corresponde à l'état actuel de l'évolution économique.

Que dire de l'obstacle diplomatique ? On voit clairement d'où viendront les oppositions fondamentales. En dehors des deux principaux intéressés, l'Italie est d'accord, le Benelux le sera, les autres nations du continent suivront si le succès couronne l'entreprise. A première vue les U.S.A. sont favorables, mais pas l'U.R.S.S. : cependant, si celle-ci voit à l'usage que l'union projetée aboutit à libérer progressivement l'Europe de l'Ouest de la tutelle américaine et à développer son commerce avec l'Europe de l'Est, le réalisme des Soviétiques les inclinera sans doute à modifier leur hostilité primitive.

Reste l'Angleterre. L'accueil a été froid, et l'on pourrait craindre que le réchauffement ultérieur ne soit un pur effet de politesse... ou d'habileté. Il faudrait enfin se rendre à l'évidence : l'Angleterre est au bord de l'Europe, mais elle n'est pas dans l'Europe. Du moins elle n'y est que très partiellement. Toute union européenne qui voudra l'inclure sera donc nécessairement très faible. A la limite le dilemme pourrait se poser ainsi : faire l'Europe sans l'Angleterre, ou ne pas faire l'Europe à cause de l'Angleterre. On peut penser

que la première solution serait la bonne. Même du point de vue de l'intérêt britannique un continent fortement uni serait précieux pour la sécurité des îles. La première humeur passée, on peut donc espérer que nos amis d'outre-Manche comprendront l'impérieuse nécessité qui nous pousse, et placeront leur propre intérêt général au-dessus des problèmes de rivalité commerciale et industrielle.

Les vrais obstacles ne sont pas techniques, comme on croit, mais politiques. La République a suffisamment de savants et l'Europe a suffisamment d'économistes et d'ingénieurs pour n'être pas arrêtées par des problèmes mécaniques ou institutionnels. Il suffit de vouloir. Mais notre volonté reste paralysée par l'obsession du passé, épais nuage qui masque pour nous la lumière du présent. Valéry avait-il raison, qui dénonça vigoureusement la malfaisance de l'histoire ?

On connaît l'anecdote de cette vieille femme, un soir d'alerte, retournant dans sa maison, au milieu des bombes, pour chercher sa cage à serins : on la retrouva huit jours plus tard, sous 3 mètres de gravats, la cage sur sa poitrine, amoureusement serrée dans ses doigts morts. Le vieux monde s'écroule autour de nous ; aveugles et sourds, une seule chose nous importe : nos petites idées familières tendrement couvées et caressées ; nos petites idées désuètes et fanées ; nos petites idées d'un autre siècle. Au fond des prisons soviétiques ou des souterrains de la guerre atomique les fidèles de Maurras pourront méditer sur le danger allemand ; les fidèles de Jaurès, sur la socialisation des industries européennes ; les fidèles d'Adam Smith, sur le libéralisme économique : pour sauvegarder ces cages de serins ils auront tout détruit autour d'eux, et en eux.

Maurice DUVERGER.